

Pour les élections municipales et autonomes du 27 mai :

VOTE CLASSE CONTRE CLASSE

Les élections législatives du 14 mars 2004 ont exprimé un point d'inflexion de la situation politique dans l'Etat espagnol, mettant un terme à huit années noires de gouvernements Parti Populaire (PP). Cette consultation a cristallisé les mobilisations ouvrières dispersées contre la politique d'Aznar, la force exprimée sans suite dans la grève générale de 2002, les résultats des immenses manifestations de 2003 contre l'intervention impérialiste en Irak et la réaction massive de la classe ouvrière et la jeunesse face au grand mensonge du gouvernement Aznar après les attentats d'Atocha du 11 mars 2004.

Sur la base d'une grande démoralisation des masses provoquée par la politique de privatisation et anti-ouvrière des gouvernements du Parti Socialiste (PSOE), le PP a profité de huit années (deux législatures) d'offensive permanente contre les conditions de vie des travailleurs, de baisse des coûts des licenciements et du chômage, de précarisation du « marché de travail », de réduction des salaires réels et des pensions, de privatisations du patrimoine et des services publics, de réduction des impôts sur le capital et d'augmentation des charges qui pèsent sur les salariés, de renforcement des mesures répressives, d'attaques féroces et d'humiliations croissantes faites aux nationalités qui combattent activement pour leur autodétermination, spécialement en Euskadi et en Catalogne. Ironie du destin, le gouvernement d'Aznar-PP a été balayé par les masses, dans les rues et les urnes, par toute la rage accumulée qu'il a précisément exploitée après un attentat terroriste. Attentat en lequel l'appareil d'Etat a cru trouver la grande occasion pour renforcer son gouvernement, le prétexte du terrorisme étant si facile à utiliser pour mettre en œuvre de nouvelles mesures réactionnaires et répressives.

Au cours de ces dernières élections législatives, chaque ceinture industrielle de Barcelone, Bilbao, Madrid, Saragosse, Valence, La Corogne,.... chaque village ou quartier du prolétariat agricole d'Andalousie ou d'Estrémadure, la classe ouvrière de tout l'Etat espagnol ont utilisé le vote massif pour le PSOE comme seul instrument dont elle puisse se servir sur le terrain électoral pour jeter à bas le gouvernement haï du PP. Elle a utilisé ainsi le PSOE, ce parti issu de notre classe, malgré sa longue tradition de trahison systématique depuis les années 1920 et bien que son lien aux travailleurs soit réduit à la bureaucratie de la confédération syndicale UGT et aux processus électoraux.

Cependant, et il ne pouvait en être autrement, la défaite que la classe ouvrière a infligé le 14 mars 2004 au PP, le parti de la bourgeoisie espagnole, a été transformée par la direction bourgeoise du PSOE en un nouveau gouvernement anti-ouvrier qui durant les trois années écoulées, s'est efforcé de continuer la politique précédente : il a baissé davantage les indemnités de licenciements et les salaires, aggravé discrètement et avec la complicité des directions syndicales la précarisation et les conditions de travail, renforcé les mesures d'expulsion des immigrants « illégaux », respecté et étendu le financement public de l'enseignement privé, facilité la continuité d'une spéculation immobilière monstrueuse. Quant à la question nationale, qui se trouve toujours au centre de toute la politique de l'Etat espagnol, le gouvernement de Rodriguez Zapatero n'a rien changé. Il s'est moqué de la Catalogne en lui dictant le nouveau statut d'autonomie et il a maintenu, fondamentalement, tout le patrimoine répressif et antidémocratique implanté par le PP avec le consensus du PSOE alors dans l'opposition : lois antiterroriste et des Partis politiques, Code Pénal renforcé, tribunaux spéciaux (Audiencia Nacional), dispersion de prisonniers basques, etc. Avec De Juana Chaos, le gouvernement du PSOE a instauré le délit d'opinion avec l'objectif explicite d'éviter qu'un prisonnier

qui a accompli sa peine soit libéré comme tout autre et a permis des conditions de détention qui sont qualifiées ailleurs, dans d'autres pays, comme des actes de tortures par les organisations dites « de défense des droits de l'homme ».

Certes, ce gouvernement a débuté en réalisant une attente des masses : le retrait de troupes en Irak....mais pour, aussitôt, renforcer son intervention impérialiste en Afghanistan et, plus tard, envoyer de nouvelles troupes impérialistes espagnoles au Liban, en soutien à Israël et aux Etats-Unis. La « bonne volonté » dont se targue Zapatero a montré durant ces trois années tout son contenu et ses limites : il a servi à démobiliser la classe ouvrière, aidé par le répit que lui ont accordé les directions syndicales, tandis que les salaires et les pensions continuent à perdre du pouvoir d'achat, le logement ayant atteint un niveau inaccessible et des centaines de milliers d'immigrants continuant d'être soumis à l'illégalité et à la surexploitation. Tout cela simultanément à la réalisation de bénéfices historiques dans le secteur bancaire, du bâtiment, de l'énergie, des télécommunications...

Quant aux « promesses de paix » pour Euskadi, le gouvernement de Zapatero n'a pas été capable de faire avancer son propre plan de négociations avec ETA, bien que cette organisation fût disposée à suivre les pas de l'IRA, c'est-à-dire prête à établir les conditions du renoncement à sa lutte armée sans issue, tout en abandonnant dans le même mouvement les droits à l'autodétermination de tout le peuple basque.

La « bonne volonté » espagnole du gouvernement de Rodriguez Zapatero a précisément atteint son point critique pendant ces jours de préparation des élections: Batasuna est toujours dans l'illégalité, Abertzale Sozialistak s'est vue refuser le droit de se déclarer comme parti, les périodiques confisqués, les tavernes abertzales fermées et un total de 386 listes électorales municipales basques ont été invalidées pour cause de « contamination idéologique ». Au Pays basque, les conditions « démocratiques » dans lesquelles vont se dérouler les prochaines élections sont bien résumées par ces déclarations cyniques de Conde-Pumpido, ministre des finances de l'Etat, aux ordres directs du gouvernement :

Le ministre des finances de l'Etat, Cándido Conde-Pumpido a affirmé hier : On est allé peut-être trop loin » avec l'invalidation des 386 listes des groupements d'Abertzale Sozialistak (AS) et d'action Nationaliste Vasca (ANV), **puisqu'il y a quelques villages dans lesquels presque aucune autre candidature ne s'est déclarée**. Il est possible que nous passions, mais cela sera tendu. (La Razón, Madrid, 17 mai 2007)

Mais si, en Euskadi, le cadre électoral est une hypocrisie, dans le reste de l'Etat espagnol, le caractère lui-même des actuelles élections ne n'est en réalité pas beaucoup plus démocratique. D'une part, les communes ainsi que les « régions autonomes » ont les mains liées par la Constitution monarchiste : leur cadre d'action est déterminé à tout moment par les lois de l'Etat central, par les budgets que fait approuver chaque année le gouvernement. Elles ne peuvent qu'exécuter les politiques de celui-ci et examiner de manière limitée le partage de leurs misérables budgets propres. Elles sont le plus petit rouage de l'Etat conçu pour administrer la dictature du capital sur les autres classes, la prison des peuples sous un vernis « démocratique ».

En outre, durant les dernières années, de manière absolument généralisée, l'intervention municipale est devenue corrompue, comme maillon indispensable du développement de la spéculation immobilière qui a atteint des niveaux sans précédent. Et cette prévarication, comme le démontrent tous les cas mis en

lumière (Autonomía Madrid, Marbella, de Torreveja, etc.), ne se développe pas en marge des partis institutionnels.

Dans ces conditions de fausse démocratie et de d'absence de parti ouvrier, qui peut représenter nos intérêts ou utiliser en notre faveur les institutions de la bourgeoisie ? Nous, travailleurs et travailleuses, nous ne pouvons pas espérer qu'il résulte de notre vote des gouvernements municipaux ou autonomes différents de ceux que nous connaissons déjà dans toutes leurs variantes : même dans les cas où nous donnerons une majorité aux représentants des partis ouvriers-bourgeois (PSOE et PCE), les directions de ces partis se consacreront à gérer les intérêts de la bourgeoisie dans leur ensemble, en toute loyauté vis-à-vis des institutions (voir les gouvernements González et de Zapatero, le gouvernements tripartites catalans, les coalitions basques, les centaines de municipalités).

Pour autant, cela ne signifie pas que nous devions nous abstenir d'intervenir en tant que classe dans ces élections comme dans tout autre événement politique. Pour les travailleurs, un fait est la trahison permanente et systématique des dirigeants de l'unique grand parti (le PSOE) qu'ils utilisent traditionnellement pour s'exprimer sur le terrain électoral, déformé d'un point de vue de classe, trahison complétée par celle de la direction du PCE, presque en extinction et dissimulé dans une coalition (IU) avec des partis bourgeois ou petit-bourgeois minuscules, augmentés des minuscules organisations « de gauche » qui camouflent sa fidélité au capital. Mais un autre fait est la lutte de classes vit et ne peut s'exercer sur chaque terrain qu'en utilisant les organisations qui existent.

Depuis qu'il a été expulsé du gouvernement, le grand parti bourgeois espagnol, le PP, flanqué par la Conférence épiscopale, exerce une pression extraordinaire, presque hystérique, contre le gouvernement Zapatero. Ils ne sont pas aveugles : ils voient que la classe ouvrière est encore désorientée et n'attend rien de bon du gouvernement qui prépare de nouveaux coups, qu'elle ne trouve pas le chemin alternatif qui lui permettrait de défendre ses intérêts. La conjoncture est parfaite pour essayer de retourner la défaite du PP du 14 mars 2004. Organisées en collaboration entre la droite politique et la hiérarchie catholique, les manifestations massives à Madrid succèdent aux campagnes médiatiques frénétiques. Tout prétexte est bon, depuis les dérivations de rivières jusqu'aux négociations avec ETA, en passant par les mariages homosexuels ou le sujet de « l'éducation civique ». La réaction politique et cléricale noire activement, mais non pour démolir le gouvernement en raison de sa politique —qui, comme le PSOE lui-même l'affirme, n'est pas différente de celle des gouvernements bourgeois « de droite » d'autres pays— mais pour retourner au pouvoir direct, pour effacer les conséquences des manifestations contre l'intervention en Irak et contre le PP, pour infliger un coup politique complet à la classe ouvrière.

La bourgeoisie comprend bien le caractère contradictoire, ouvrier-bourgeois, du PSOE et du PCE : elle les utilise pour dévier, bloquer ou désactiver la lutte politique du prolétariat, pour gouverner quand les partis bourgeois ne peuvent pas directement le faire eux-mêmes ou seuls. Mais le capital, comme il démontre dans l'actuelle campagne, ne perd non plus jamais une occasion de les mettre en échec, parce qu'ainsi il met en échec la représentation politique, bien qu'indirecte et déformée, de la classe ouvrière de l'Etat espagnol.

Le Grupo Germinal est trop petit pour présenter des candidatures propres. S'il le pouvait, il le ferait, en se déployant aussi sur ce terrain déformé de la lutte de classes, dans le but d'organiser un nouveau parti de classe qui matérialiserait fidèlement nos intérêts immédiats et historiques, il combattrait pour mettre un terme à l'exploitation capitaliste et tous types d'oppression, ils disputerait aux vieux partis, livrés à l'ennemi, la confiance, la représentation et la direction du prolétariat de tout l'Etat. Un parti dont le programme se centrerait sur la destruction de l'état de la bourgeoisie espagnole, imposerait un gouvernement ouvrier basé sur les organisations des masses contrôlées démocratiquement par celles-ci et ouvrirait le chemin vers le socialisme, en cassant les frontières qui sont érigées contre le développement de l'économie et contre les droits des peuples. Un parti qui combattrait pour la construction des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

S'il existait une quelconque candidature qui s'orienterait, même de manière rudimentaire, dans cette direction, nous appellerions à voter pour elle. Mais il n'y en a pas. La totalité des organisations (en capacité de présenter des candidatures) qui se sont formellement réclamées de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire vivent à l'intérieur de l'organisation interclassiste IU, dont les listes sont un ramassis d'organisations étrangères à la classe ouvrière (verts, nationalistes, humanistes...) qui couvrent un PCE agonisant.

Dans ces circonstances, il ne subsiste que l'option que les travailleurs ont utilisée pour les législatives du 14 mars 2004 : le vote classe contre classe pour faire face électoralement au coup politique que nous prépare la bourgeoisie. C'est-à-dire, le vote pour le parti ouvrier qui se présente dans chaque mairie ou autonomie, sans de coalition avec des créatures hybrides bourgeoises ou des bourgeois. De fait, dans de nombreux cas, il ne sera pas possible de voter puisque, comme nous l'expliquons antérieurement, le PCE renonce sur tout le territoire de l'Etat espagnol à se présenter sans coalition interclassiste et dans quelques cas, le PSOE a également composé des liste avec des organisations bourgeoises ou petites-bourgeoises qui interdiront aux travailleurs d'exprimer leur vote de classe.

En tout cas, ces élections ne sont rien de plus qu'un espace limité et très ponctuel de la lutte de classes. Le jour suivant, toutes nos revendications resteront d'actualité, tous nos problèmes à résoudre. La perte de pouvoir d'achat, l'emploi précaire ou le chômage, les droits économiques, sociaux et politiques niés aux travailleurs immigrants, le logement inaccessible, les impôts croissants pour nourrir l'Etat monarchique, l'oppression nationale contre les Basques, les Catalans, les Galiciens, les Valenciens ... rien ne changera si nous ne prenons pas nous-mêmes notre sort en mains dans la lutte pour améliorer notre destin, avec nos méthodes propres et nos organisations. Nous sommes la classe sociale majoritaire et notre seul espoir réside en la construction d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, faisant partie d'une internationale ouvrière révolutionnaire destinée à centraliser notre mouvement et celui des travailleurs de tous les pays, pour mobiliser l'énorme potentiel de force que nous possédons, pour en terminer avec la décadence de la civilisation et la barbarie à laquelle nous conduit le pouvoir du capital.

Valence, 21 mai 2006

Grupo Germinal en defensa del marxismo (pour contacter : germinal_1917@yahoo.es)

